

ON EN PARLE < 4

CHÔMAGE ET DISCRIMINATION
Des pistes pour comprendre

À chaud, trois actrices de la vie balbynienne nous livrent leur point de vue.

MARIE-ROSE MORO

Chef du service de psychopathologie de l'enfant et de l'adolescent à l'hôpital Avicenne.

« Ces jeunes des quartiers difficiles sont dans l'im-passe, sans vraie perspective de changement, ils n'ont plus rien à perdre. Ils ne croient en rien, ni en leurs parents, ni dans la société qui les stigmatise et les exclut. Dans une telle situation qui dure depuis des années, des paroles considérées comme méprisantes ou trop simplistes peuvent, facilement, faire s'embraser des jeunes en errance et en recherche de sens. Pour ce qui concerne les enfants de migrants qui participent à ces violences urbaines, il faut aussi souligner que le modèle d'intégration à la française ne fonctionne plus. Il faut accepter de voir la situation concrète de ces adolescents et de leurs familles, agir à l'école en permettant une réelle égalité des chances ce qui est loin d'être le cas, agir pour que ces adolescents aient de vraies perspectives d'inscription dans la société tout en gardant les liens qu'ils souhaitent avec l'histoire de leurs parents – ce lien est pré-

cieux et doit être protégé ce qui n'est pas le cas actuellement. Il faut lutter activement contre les discriminations dont ils sont victimes (logement, travail...). Pour cela, un changement de regard sur eux, sur leurs parents, sur leurs histoires est nécessaire et urgent. »

CÉLINE CURT

Membre du bureau national du Syndicat des avocats de France, barreau de Seine-Saint-Denis

« La politique de ces dernières années est extrêmement concentrée sur l'aspect sécuritaire. La prévention n'existe quasiment plus, on a vu beaucoup d'associations de terrain disparaître faute de financement. Il y a aussi le fait que certains délits comme les réunions dans les halls d'immeuble visent spécifiquement une certaine population qui se trouve être celle de Seine-Saint-Denis, entre autres. Or, un contrôle d'identité qui se passe mal aboutit à un délit d'outrage ou de rébellion qui touche de plus en plus de gens inconnus des services de police. Et un contrôle d'identité se passe d'autant plus mal que le policier est



RASSEMBLEMENT POUR L'EMPLOI, MERCREDI DERNIER, À BOBIGNY, À L'APPEL DES SYNDICATS.

mal formé. La moyenne d'ancienneté des policiers ici est de trois ans maximum. Ils ne connaissent pas bien la population à laquelle ils ont à faire, ils viennent avec des préjugés qui aboutissent à des comportements très vexatoires, un peu trop musclés. Le contact est forcément agressif. Cette démonstration de force et d'arrogance se conjugue avec un comportement souvent insultant à l'égard des familles, voire raciste. Ce ne sont pas seulement les jeunes qui sont visés, mais aussi leurs parents, on les insulte. »

LILIANE CASSAUD

Directrice de la Mire (Mission intercommunale pour l'emploi)

« Il y a eu conjonction de plusieurs causes en même temps. D'abord le ras-le-bol des jeunes qui vivent la discrimination à l'emploi. C'est d'autant plus aigu que le contexte économique global va mal. Il y a ensuite les propos déplacés du ministre de l'Intérieur qui ont blessé les jeunes. Résultat : les événements de Clichy-sous-Bois se sont répandus jusqu'en province. Mais, je pense que les jeunes des quartiers ne sont pas à l'origine de tous les événements. La situation s'est surtout embrasée parce que des casseurs ont profité des incidents pour semer davantage le trouble. En clair, c'est l'effet boule-de-neige, résultat d'une multitude d'événements plus que l'expression du seul malaise des jeunes des banlieues. À notre niveau, la situation n'était pas prévisible, car les jeunes qui fréquentent notre institution ne sont pas violents. Quant à la proposition d'instaurer l'apprentissage à partir de 14 ans, je reste sceptique. À mon avis, ce n'est pas réalisable. Nous avons déjà d'énormes difficultés à trouver auprès des entreprises des contrats d'apprentissage pour les plus de 16 ans. »

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIQUE PELLETIER

SUR LE VIF
Paroles balb

Déclarations au Kärcher de Nicolas Sarkozy, voitures et bâtiments qui brûlent : la situation dans les banlieues ne laisse pas les Balbyniens indifférents. « Tout ça, c'est la faute à l'État », estime Rizlene. « Non, c'est à cause de Sarkozy », coupe sa copine Sonia. Hajar est d'accord avec elle : pour ces trois lycéennes, c'est clair, « il y a trop de chômage et les jeunes ont la haine. Ils veulent se faire entendre. » « Tout ce qui se passe, c'est normal », lance un adolescent en passant, sans toutefois vouloir en dire plus. « J'ai très peur, cette violence fait peur à tout le monde, confie pour sa part Dalila, la trentaine. Je souhaite en tout cas bon courage aux parents dont les enfants sont impliqués dans ces attaques nocturnes », ajoute la jeune femme. Mohamed, la quarantaine, juge ces événements « honteux », même s'il ne se dit pas inquiet pour l'instant. « Mais on peut manifester d'une autre manière. Casser et brûler n'est pas une solution : où cela va-t-il nous mener ? », s'interroge-t-il. Le ministre de l'Intérieur devrait-il démissionner ? « Non, avance Mohamed, car ce serait donner raison aux casseurs. Mais il faut plus de dia-



DES MAIRES ET CONSEILLERS GÉNÉRAUX DE GAUCHE ET DE DROITE S'ÉTAIENT RASSEMBLÉS DEVANT LA PRÉFECTURE, VENDREDI DERNIER, POUR LANCER UN APPEL SOLENNEL AU CALME.